

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF)**Auto-évaluation relative au niveau « GC Advanced » pour l'année 2018**

La **communication sur le progrès** (COP) 2018 du groupe EDF s'appuie sur un ensemble de documents publics :

Le document de référence 2018 –DDR- (en français et en anglais)

<https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/espaces-dedies/espace-finance-fr/informations-financieres/informations-reglementees/document-de-reference/edf-ddr-2018-fr.pdf>

<https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/espaces-dedies/espace-finance-en/financial-information/regulated-information/reference-document/edf-ddr-2018-en.pdf>

Le document Performance 2018 –Perf- (en français et en anglais)

https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/engagements/rapports-et-indicateurs/2019/edfgroup_performance-2018_1a_fr.pdf

https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/engagements/rapports-et-indicateurs/2019/edfgroup_performance-2018_en.pdf

Les indicateurs de développement durable 2018 – Indic DD- (en français et en anglais)

https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/engagements/indicateurs/docs/edfgroup_indicateurs-dd-2018_3_fr.pdf

https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/engagements/indicateurs/docs/edfgroup_indicateurs-dd-2018_2_en.pdf

Les 6 objectifs de responsabilité d'entreprise (en français et en anglais)

<https://www.edf.fr/groupe-edf/nos-engagements/responsabilite-d-entreprise>

<https://www.edf.fr/en/the-edf-group/our-commitments/corporate-social-responsibility>

La charte éthique du groupe EDF –charte éthique- (en français et en anglais)

https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/engagements/Ethique%20Conformite/charte-ethique/20190416-edf_charte_ethique_fr_page_hd.pdf

https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/engagements/Ethique%20Conformite/charte-ethique/20190416-edf_charte_ethique_en_page_hd.pdf

Le code de conduite du groupe EDF –code de conduite- (en français)

<https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/content/engagement%20ethique%20et%20conformite%20groupe/page%203/code-de-conduite-fr.pdf>

Le rapport de la fondation EDF 2018

https://fondation.edf.com/sites/default/files/documents/upload/2019-06/2019-EDF-RA-imprimable-BD_0.pdf

Informations générales :

- **Quelle est la période couverte par la COP ? :**
Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018
- **Votre COP contient-elle une déclaration de soutien continu au Global compact ?**
OUI Jean-Bernard LEVY, PDG d'EDF a adressé le 26 juillet 2019 au Secrétaire général des Nations-Unies une lettre de soutien au Global Compact (voir PJ).
- **Votre COP contient-elle une description des politiques et des actions mis en œuvre dans votre entreprise dans les domaines suivants ?**
 - **Droits de l'Homme** : OUI (voir DDR p 188-189, p215-217)
 - **Normes internationales du travail** : OUI (voir DDR p201)
 - **Environnement** : OUI (voir DDR p 158-161, p174-179, p180-188)
 - **Lutte contre la corruption** : OUI (voir DDR p206-212)
- **Votre COP contient-elle des indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) de résultats ?**
OUI ces indicateurs sont dans le DDR (cf. p227-232) et dans les documents Perf. et Indic DD
- **Veuillez indiquer comment votre entreprise partage cette COP avec ses parties prenantes ?**
Tous les documents constituant la COP sont publics et disponibles sur le site www.edf.fr et sont également accessibles à partir du site du Global Compact (www.unglobalcompact.org)
- **Comment l'exactitude et le périmètre des informations de votre COP sont-ils évalués par un tiers crédible ?**
Les informations sociales, environnementales et sociétales font l'objet d'un rapport du commissaire au compte désigné comme organisme tiers indépendant (voir DDR p 233-235).
- **Votre COP intègre-t-elle un des hauts standards de transparence et de divulgation ?**
OUI EDF est en conformité avec l'option « critères essentiels » du GRI
- **Quels objectifs de développement durable (ODD) ont été intégrés à votre COP ?**
EDF a adopté en 2016 six objectifs de responsabilité d'entreprise, en résonance avec les 17 objectifs de développement durables de l'ONU (voir DDR p 158-179)
- **Quelle actions ont été prises par votre entreprise pour faire avancer les ODD ?**
La contribution d'EDF aux ODD a été reprise dans le tableau (DDR p217-218).

NB : La COP couvre l'ensemble des entités du groupe EDF notamment EDF SA, EDF Energy, Edison, EDF Trading, EDF Luminus, EDF Norte Fluminense, Electricité de Strasbourg, Framatome, EDF Renouvelables à l'exception de celles qui ont une adhésion directe au Global Compact (ex Dalkia)

Critères, bonnes pratiques et explications :

Implanter les 10 principes dans la stratégie et les opérations

Critère 1 : La COP décrit l'intégration des bonnes pratiques dans les fonctions stratégiques et les unités opérationnelles

La direction Développement durable assure le pilotage et le suivi des principaux enjeux du développement durable du Groupe par l'intégration des six priorités que constituent les Objectifs de Responsabilité d'Entreprise (Voir DDR p153-157 : La gouvernance du Développement durable) Le Groupe EDF met en œuvre une politique de gestion des risques environnementaux sur les plans opérationnel, financier et organisationnel par un système de pilotage et de prévention des risques.

Critère 2 : La COP décrit la mise en œuvre dans la chaîne de valeur

Plusieurs politiques et pratiques ont été adoptées pour les chaînes de valeur dans lesquelles le Groupe demande aux fournisseurs de respecter les obligations en matière de RSE et de respecter les normes internationales :

- Politique Achats Groupe
- Charte Développement durable fournisseurs
- Accord sur la « Sous-traitance socialement responsable
- Lors de l'élaboration de son plan de vigilance, le Groupe a également pu identifier les risques chez ses fournisseurs.

Voir DDR p192-194 : Achats responsables

Voir DDR p201-202 : La sous-traitance responsable : une réalité

Voir DDR p215-217 : Plan de vigilance

Politique et procédures fiables concernant les droits de l'homme

Critère 3 : La COP décrit des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine des droits de l'homme

En raison de ses activités industrielles, de celle de ses filiales, et celles de ses fournisseurs, le Groupe EDF s'engage à respecter les droits humains partout où il opère en appliquant les dispositions les plus protectrices. EDF a adhéré au Pacte Mondial des Nations en 2001. (DDR p188)

La politique Développement Durable Groupe affirme qu'EDF ne tolérera aucune atteinte aux droits humains. D'autres engagements ont été pris par le Groupe EDF dans la Charte éthique et dans son accord RSE signé en juin 2018 dans lequel le Groupe affiche son engagement concernant la Déclaration universelle des droits de l'homme, les principes directeurs de l'OCDE, et les Conventions fondamentales de l'OIT. (DDR p204-205).

Critère 4 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes des droits de l'homme

Le plan de vigilance s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue visant à identifier et à minimiser les risques liés aux droits de l'homme.

Le Groupe identifie les risques droits humains à travers une cartographie des risques détaillée dans le plan de vigilance. EDF Energy a également réalisé une cartographie des risques du travail forcé dont elle a rendu compte dans son « statement » exigé par le UK Modern Slavery Act 2015

EDF prévoit des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie. En ce qui concerne la chaîne d'approvisionnement d'uranium, EDF utilise un dispositif d'audits de mines.

EDF a signé la charte Relations Fournisseurs responsables en vue de l'amélioration de la performance de la performance RSE. EDF, qui a fait partie des membres fondateurs de Bettercoal, demeure un actif promoteur de Bettercoal et a souhaité que ses approvisionnements charbon restent couverts par Bettercoal.

La démarche « plan de vigilance » a fait l'objet d'une sensibilisation sur les questions de respect des droits humains. Un e-learning sur les droits de l'homme est mis à disposition de l'ensemble des salariés du groupe (en français et en anglais)

Le Groupe a mis en place d'un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements fondé sur un dispositif unique avec la loi Sapin II ouvert à toutes les parties prenantes. (Voir DDR p215-217 : Plan de vigilance)

Critère 5 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés aux droits de l'homme

Dans le cadre du plan de vigilance, EDF prévoit des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie. En ce qui concerne la chaîne d'approvisionnement d'uranium, EDF utilise un dispositif d'audits de mines.

En 2018 la direction des achats a renforcé son dispositif de contrôle éthique et conformité des fournisseurs. 1700 fournisseurs ont été questionnés dont 770 évalués et contrôlés. Des audits ont été réalisés dans le monde entier et ont permis de mettre au jour des écarts. (voir DDR p193)

Le Groupe a mis en place d'un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements fondé sur un dispositif unique avec la loi Sapin II ouvert à toutes les parties prenantes. Certains projets comme le barrage de Nachtigal au Cameroun a son propre mécanisme de plainte. Le code de conduite d'EDF Energy prévoit que les employés peuvent faire état de toutes activités illégales à travers le dispositif « Confidential Reporting of Serious Concerns procedure ».

Politique et procédures fiables concernant les normes internationales du travail

Critère 6 : La COP décrit des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine des normes internationales du travail

EDF s'engage à respecter les conventions fondamentales de l'OIT à travers le plan de vigilance ainsi que dans sa charte éthique et dans son accord RSE signé en 2018.

Dans son accord RSE de juin 2018, le Groupe s'engage à respecter les Conventions fondamentales de l'OIT :

- les Conventions n°87 et 98 relatives à la liberté syndicale et la négociation collective
- les Conventions n°29 et 105 relatives à l'interdiction du travail forcé
- les Conventions n°138 et 182 relatives à l'interdiction du travail des enfants
- les Conventions n°100, 111 et 135 relatives à la non-discrimination

EDF attache une attention particulière à l'égalité des chances, notamment entre les hommes et les femmes. L'objectif de responsabilité d'entreprise n°2 vise à d'intégrer les meilleures pratiques des groupes industriels en matière de développement humain : santé sécurité, promotion hommes/femmes et promotion sociale interne.

EDF Luminus a signé la charte « Decent Work for All » lancé par Shift dont le principal objectif est de favoriser l'emploi responsable pour tous, incluant les personnes vulnérables.

La nouvelle charte éthique du groupe EDF fait également référence aux conventions de l'Organisation internationale du travail garantissant les principes et droits fondamentaux du travail et luttant contre les discriminations.

Critère 7 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes des normes internationales du travail

EDF prévoit dans son plan de vigilance des actions afin d'intégrer les principes des normes internationales du travail. Le plan de vigilance permet d'identifier les risques, de faire des évaluations, de prévoir des actions d'atténuation des risques, et de signaler toutes atteintes sur les normes internationales du travail. (DDR p215-217) Voir également les exemples d'actions dans les filiales françaises et étrangères (DDR p217)

Critère 8 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés aux normes internationales du travail

L'accord-cadre RSE signé le 19 juin 2018, détermine un socle d'engagements communs en matière de responsabilité sociale et se caractérise par son esprit moderne et novateur. Concrètement, il porte des avancées majeures en termes de protection sociale pour les salariés dans les pays en développement, la lutte contre la violence et le harcèlement au travail, le devoir de vigilance à l'attention des sous-traitants et fournisseurs, la transition juste, la transparence du marché interne de l'emploi, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle, la transparence fiscale, la protection des lanceurs d'alerte, la lutte contre la corruption et les fraudes.

Cet accord-cadre signé par l'ensemble des représentants des salariés et les organisations syndicales des principales sociétés du Groupe, ainsi que par les fédérations syndicales internationales du secteur d'activité fait l'objet d'un suivi bi-annuel lors du Comité de dialogue sur la responsabilité sociale du Groupe (CDRS). (voir DDR p 205)

Politique et procédures fiables concernant la protection de l'environnement

Critère 9 : La COP décrit des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine du respect de l'environnement

La politique Développement Durable du Groupe EDF s'inscrit dans un contexte de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de la contribution aux Objectifs de développement durable. Les Objectifs de développement durable sont regroupés 6 objectifs de responsabilité d'entreprise dont l'objectif n°1 sur la diminution des émissions de CO2 (DDR p158-161) et l'objectif n°6 sur l'approche positive de la biodiversité. (DDR p174-179)

Les autres engagements du groupe EDF dans le domaine de l'environnement concernent en particulier l'adaptation au changement climatique et l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles. (DDR p180-188)

Critère 10 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs à la gestion de l'environnement

Afin de coordonner l'ensemble des objectifs et des actions issus de ses engagements et de sa politique de développement durable, le groupe EDF a mis en place une animation à l'échelle du Groupe, pilotée par un Comité développement durable (SDC) et mise en œuvre pour la partie environnementale (y compris ceux liés au changement climatique) à l'aide d'un système de management environnemental (SME). Le SME du groupe EDF est certifié selon la norme internationale ISO 14001 version 2015 sur un périmètre représentant la quasi-totalité du chiffre d'affaires consolidé d'EDF et de ses filiales (hors Enedis) et participations

En 2018 de nouvelles filiales ont rejoint le périmètre de certification du Groupe (Electricité de Strasbourg Services Energétiques, et Electricité de Strasbourg Réseaux, IFOPSE). Deux filiales ne sont pas certifiées mais disposent de systèmes de management de l'environnement et participent à l'animation du SME. (DDR p154)

Critère 11 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés à la gestion durable de l'environnement

Le groupe EDF maintient en 2018 sa certification ISO 14001 obtenue pour la première fois le 9 avril 2002. Les processus mis en œuvre dans le cadre de cette certification contribuent à renforcer la maîtrise des risques environnementaux du Groupe, notamment sur l'aspect réglementaire, et les thématiques environnementales à enjeu en donnant l'assurance à ses parties prenantes d'une organisation structurée et adaptée. (DDR p130)

En 2018, et dans le cadre de l'amélioration continue du SME, le certificateur Afnor a tenu à souligner l'intégration toujours plus forte du développement durable au cœur de la stratégie du Groupe, ainsi que les efforts déployés pour outiller et simplifier la démarche (à l'image par exemple de la mise en place opérationnelle de l'outil HSE sur la veille de conformité réglementaire). (DDR p154)

Politique et procédures fiables concernant la lutte contre la corruption

Critère 12 : La COP décrit des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine de l'anti-corruption

En 2016, le Comité exécutif du groupe EDF a adopté la Politique Éthique et Conformité Groupe (PECG) qui recense les programmes de conformité de l'entreprise ainsi que les principales règles que les Dirigeants doivent impérativement connaître, respecter et faire respecter dans leurs entités, en stricte adéquation avec les risques de ces entités (en particulier en matière de lutte contre la corruption).

Il s'agit d'un document unique qui est la référence supra à la charte éthique Groupe (lancée en 2013) et au code de conduite éthique et conformité (publié en 2017), actualisable au gré des nouvelles réglementations applicables, et soumis à audit (DDR p206).

Critère 13 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs à la lutte contre la corruption

La Direction Éthique et Conformité Groupe (DECG) et son réseau de Responsables Éthique et Conformité (REC) ont élaboré et déployé depuis 2017, un programme anticorruption au sein du groupe EDF afin de répondre aux huit exigences de l'article 17 de la loi Sapin II. En 2018, EDF n'a fait l'objet d'aucune sanction ni condamnation, pénalité ou amende de la part d'autorités françaises ou étrangères pour des faits de corruption (DDR p206)

EDF ayant établi comme priorité la prévention du risque de corruption, la DECG a renforcé son dispositif d'encadrement des cadeaux et invitations. La DECG a publié en 2017, un guide pratique pour encadrer la pratique des cadeaux et invitations ainsi qu'une vidéo support pour accompagner les entités et les filiales dans le déploiement de ce dispositif au sein de leur périmètre. (DDR p207)

Critère 14 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés à l'anti-corruption

L'entreprise a développé et déployé en 2018 une application informatique permettant l'enregistrement par les salariés des cadeaux et invitations (DECI), qu'ils soient reçus, offerts ou refusés. Le Code de conduite prohibe le paiement de facilitations et il mentionne expressément de ne pas utiliser les dons versés à une fondation ou à une association à des fins de corruption. (DDR p207)

EDF a mis en place un dispositif d'alerte qui couvre dix thématiques entrant dans son champ d'application : la corruption, les conflits d'intérêts, la fraude, les délits financiers, les manquements au droit de la concurrence, les sanctions internationales et les contrôles des échanges internationaux, le harcèlement et la discrimination, les droits et protection des personnes, les atteintes graves à l'environnement et la protection des données personnelles. (DDR p208)

Le dispositif de contrôle est renforcé d'audits internes réguliers dans les entités et filiales, permettant de réaliser une boucle d'amélioration continue du dispositif. La DECG travaille en étroite collaboration avec la Direction de l'Audit interne. Un partage des faits marquants des audits dans le domaine de l'éthique et de la conformité est réalisé régulièrement (DDR p210)

Agir pour soutenir les objectifs plus larges des Nations-Unies

Critère 15 : La COP décrit les contributions du cœur de métier aux objectifs et problématiques plus larges de l'ONU

Le Groupe EDF est parti des 17 Objectifs de développement durable (ODD) pour définir ses six objectifs de responsabilité d'entreprise (ORE) (DDR p158-178)

- ORE n°1 : aller au-delà des exigences de la trajectoire 2°C fixé par la COP 21 en baissant drastiquement nos émissions de CO2 (ODD 7 & 13) -cf ODD 12 & 13-
- ORE n°2 : intégrer les meilleures pratiques des groupes industriels en matière de développement humain : santé/sécurité, promotion hommes/femmes et promotion sociale interne
- ORE n°3 : proposer à 100% des populations fragiles de l'information et des solutions d'accompagnement en matière de consommation d'énergie et d'accès aux droits (ODD 1,3,10 & 12) -cf ODD 1,3,10 & 12-
- ORE n°4 : innover par des solutions numériques d'efficacité énergétique pour que chaque client puisse consommer mieux (ODD 9)
- ORE n°5 : organiser de façon systématique et partout dans le monde, une démarche de dialogue et de concertation, transparente et contradictoire, autour de chaque nouveau projet (ODD 4,8,9,12 & 16) -ODD 4,8,9,12 & 16-
- ORE n°6 : lancer une approche positive de la biodiversité. Ne pas se limiter à terme à la connaissance ou à la réduction des impacts de nos activités pour avoir un effet positif sur la biodiversité (ODD 14 & 15) -cf ODD 14 & 15-

En outre l'ensemble des actions qui contribuent aux objectifs de développement durable de l'ONU ont été repris dans une matrice (DDR p217-218)

Critère 16 : La COP décrit des investissements stratégiques sociaux et de philanthropie

Les actions d'EDF dans le domaine de la philanthropie sont portés par la Fondation EDF –voir rapport 2018 de la fondation –

La Fondation EDF en résonnance avec les 17 objectifs de développement durable de l'ONU s'est donnée 3 objectifs prioritaires qui sont autant de critères retenus pour les projets qu'elle finance :

- Réduire les inégalités (451 projets, 4,7M d'euros, 305 205 bénéficiaires)
- Bonne santé et bien-être (46 projets, 3,4 M d'euros, 8 806 205 bénéficiaires)
- Energie propre et à un coût abordable (45 projets, 1,8M d'euro, 278 378 bénéficiaires)

Critère 17 : La COP décrit une prise de position et un engagement en matière de politique publique

A travers son cahier d'acteur de mai 2018, le Groupe exprime sa vision des enjeux clés de la transition énergétique en France et propose quelques clés pour sa réussite. EDF tient à affirmer son engagement dans la transition énergétique, au service de ses clients et dans l'intérêt général, en accompagnant les mutations industrielles et sociales. Les grandes lignes d'action du groupe EDF sont au cœur de sa stratégie très bas carbone, au service de la lutte contre le changement climatique. (DDR p173)

Critère 18 : La COP décrit des partenariats et une action collective

Les partenariats constituent un levier important pour mettre en œuvre les Objectifs de Responsabilité d'Entreprise sur quatre champs particulièrement : la biodiversité, la transition énergétique, les populations vulnérables et la précarité énergétique, la concertation.

Sur ces thématiques, les partenariats apportent une expertise essentielle aux différents métiers et sociétés du Groupe sur des questions évolutives, et permettent d'engager ou de fluidifier des dialogues avec les parties prenantes, au niveau national comme au niveau local.

Par exemple, en matière de biodiversité, le Groupe s'appuie en France sur des partenariats nationaux construits dans la durée avec les grands acteurs du secteur : Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Réserves naturelles de France (RNF), Comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Fédération des conservatoires botaniques nationaux (FCBN), Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels (FCEN), Conservatoire du littoral, Société française d'étude et de protection des mammifères (SFEPM). Ces partenariats portent notamment sur le terrain sur la réalisation des inventaires, l'évaluation et la gestion du patrimoine foncier d'EDF, l'échange en amont de nouveaux projets. (DDR p155)

Gouvernance et leadership du développement durable

Critère 19 : La COP décrit l'engagement et le leadership du président

Voir lettre du Président LEVY au secrétaire général des Nations –unies du 26 juillet 2019 (voir PJ)

Critère 20 : La COP décrit l'adoption par le conseil d'administration

Voir DDR p238-270 : Modalités de fonctionnement du gouvernement d'entreprise

Voir DDR p266-267 : Le comité de gouvernance et de responsabilité d'entreprise

En outre, en décembre 2018 a été créé le Comité stratégique responsabilité sociale d'entreprise afin de coordonner au mieux l'ensemble des enjeux de RSE portés par les différentes entités du Groupe et d'en assurer un pilotage stratégique. Le Comité stratégique responsabilité sociale suivra notamment les engagements du groupe EDF dans le domaine des 6 ORE, de l'engagement Carbone, de l'accord RSE et de l'engagement EV 100 (DDR p130)

Critère 21 : La COP décrit le dialogue avec les parties prenantes

Le groupe EDF a pris l'engagement d'organiser de façon systématique, partout dans le monde, une démarche de dialogue et de concertation transparente et contradictoire autour de chaque nouveau projet. Dans l'ORE n°5 le groupe EDF s'engage à mettre en œuvre les règles de dialogue des standards internationaux en matière de participation des parties prenantes, et à en assurer un *reporting* public. EDF a mis en place des outils de dialogue, d'écoute, d'analyse et de suivi : baromètres, cartographie, partenariats, instances de dialogue avec les parties prenantes, comités de suivi. (DDR p172-173)

Pour accompagner les transformations industrielles de l'entreprise et contribuer au développement de ses collaborateurs, EDF s'appuie sur un dialogue social de qualité. En 2018, la négociation collective a été soutenue notamment avec le lancement en mai 2018 du Projet « Dialogue Social 2020 » portant sur la rénovation du dialogue social à EDF dans sa globalité. Le projet porte sur plusieurs dimensions : nouvelles institutions représentatives du personnel ; la place de la négociation collective entreprise, établissement/branche professionnelle ; le dialogue social informel et conventionnel ; la professionnalisation et gestion des compétences des acteurs du dialogue social ; le droit syndical et le dialogue social statutaire (DDR p204-205)